

Septembre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième Session

Rome, 11-15 Septembre 2006

LA BANQUE MONDIALE ET LA LUTTE ANTIACRIDIEENNE (Point 8a de l'ordre du jour provisoire)

Le présent document rend compte de l'appui apporté par la Banque mondiale pendant et après les infestations de criquets de 2003-2005.

La Banque mondiale investit dans des activités liées aux invasions acridiennes et effectue des analyses dans ce domaine depuis plusieurs années. Elle a notamment établi des projets d'investissement en Algérie et à Madagascar et effectué les analyses à l'origine du rapport invitant à la réflexion: « Desert Locust Management - a Time for Change » (Gestion des criquets pèlerins: Des changements s'imposent), publié en 1994. Elle œuvre également dans d'autres secteurs de la gestion des ravageurs et s'est dotée d'une politique de garantie spécifique concernant la lutte raisonnée contre les ravageurs.

Lors de l'infestation de 2003, la Banque mondiale a alloué plus de 60 millions de dollars EU à la lutte contre le criquet pèlerin. Cette décision faisait suite à la demande de l'UEMOA, de la FAO et de plusieurs pays, qui avaient indiqué qu'il convenait de faire face au manque de fonds et de compléter les montants engagés par d'autres bailleurs de fonds. En tant que prêteur de dernier recours, la Banque mondiale a décidé de mettre à disposition de plusieurs pays subsahariens des crédits de l'Association internationale de développement (IDA) d'un montant de 60 millions de dollars EU, à l'appui du Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin (AELP). Le 22 septembre, soit deux semaines après la décision de la Banque mondiale d'engager des fonds, une avance de 12,3 millions \$EU était accordée aux sept pays subsahariens. De plus, des fonds d'un montant de 3,7 millions \$EU issus des crédits alloués au Projet Organisations de producteurs agricoles au Mali ont été réaffectés.

Le Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin a pour objectif d'aider les gouvernements à éviter les infestations acridiennes. Conçu en collaboration avec les pays bénéficiaires, ce projet est articulé autour de quatre composantes: 1) Gestion acridienne d'urgence, 2) Investissements agricoles d'urgence, 3) Prévention et alerte précoce et 4) Gestion de projets. Les pays bénéficiaires sont les suivants: Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

La Banque mondiale a multiplié les contacts avec d'autres bailleurs de fonds et la FAO, afin de s'assurer de la complémentarité des financements qu'elle apporte et d'éviter les chevauchements avec d'autres financements prévus. Elle a rencontré les bailleurs de fonds à plusieurs reprises. Cette coordination des donateurs a atteint son maximum lors de la session 2004 du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, à l'occasion de laquelle les bailleurs de fonds sont convenus de s'attaquer à quatre grandes questions: 1) Un cadre de coordination et de planification conjointe pour le système EMPRES, 2) les pesticides, notamment des études sur la possibilité ou non d'établir une « Banque de pesticides », 3) les plans d'intervention, notamment l'identification d'un mécanisme de financement à long terme et 4) les activités de suivi, d'examen et d'évaluation, notamment une évaluation multilatérale indépendante de la campagne antiacridienne 2003-2005.

Sans force motrice nationale, il est impossible de garantir la viabilité à long terme et l'appropriation de l'aide technique et des investissements fournis par les bailleurs de fonds et les organismes techniques. C'est pourquoi la Banque mondiale appuie le renforcement des capacités nationales et de l'engagement politique en faveur des unités nationales chargées de la lutte antiacridienne, auxquelles les bailleurs de fonds et les organismes techniques apporteraient leur soutien.

L'intégration régionale et la coordination des opérations antiacridiennes sont essentielles pour garantir une bonne gestion des infestations acridiennes. La Banque mondiale, qui a à cœur d'obtenir des résultats probants dans ce domaine, estime que la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale, dont les pays sahéliens et maghrébins ont la « maîtrise », devrait assumer les fonctions d'organe de coordination. Le système EMPRES, cofinancé par plusieurs bailleurs de fonds, et qui inclut des activités parallèles financées par la Banque mondiale, devrait être le vecteur d'une aide technique spécifique.

La collaboration avec les organismes techniques comme la FAO est décisive. La Banque mondiale est consciente du rôle sans égal joué par la FAO en ce qui concerne le suivi de la situation acridienne dans l'ensemble des régions et l'aide technique nécessaire fournie. Les commissions régionales comme la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale devraient coordonner des activités régionales: plans d'intervention, système de prévention, questions liées à la gestion des pesticides, possibilités d'utilisation de biopesticides, etc. Mais à l'heure actuelle, il ne semble pas que les rôles et responsabilités des différentes entités concernées soient clairement définis. La Banque mondiale souhaite qu'une analyse approfondie de la structure institutionnelle actuelle soit effectuée. Elle est disposée à contribuer à une évaluation du cadre institutionnel régissant les opérations régionales de lutte antiacridienne.

À l'instar de nombreux autres bailleurs de fonds, la Banque mondiale a contribué financièrement à l'Évaluation multilatérale. Elle a bon espoir que les pays, les bailleurs de fonds et les organismes techniques examinent avec attention les recommandations découlant de cette évaluation et favorisent leur application. Une grande partie de ces recommandations peuvent être appliquées par l'intermédiaire des projets déjà financés par la Banque mondiale dans les pays, dans le cadre du Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin.

Le recours aux pesticides chimiques est parfois inévitable. Dans ce cas, les pays et les partenaires doivent respecter les dispositions du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, afin d'éviter tout stockage excédentaire et tout usage abusif. Dans le cadre de son projet antiacridien, la Banque mondiale a établi les procédures nécessaires pour garantir que toutes les demandes relatives à l'achat de pesticides reposent sur des critères techniques et sur la capacité à utiliser et à stocker les pesticides. À plusieurs reprises, la Banque mondiale s'est opposée à l'achat de pesticides. Nous estimons que cette « procédure de sélection

avancée » est indispensable pour éviter le stockage excédentaire de pesticides et espérons que les pays et les bailleurs de fonds appliqueraient des procédures de sélection aussi rigoureuses, ce qui aurait permis d'éviter une partie des stocks excédentaires de pesticides qui se trouvent actuellement dans la région occidentale.

Les pesticides biologiques pourraient être particulièrement utiles dans le cadre d'une stratégie de prévention mise en place par les pays et visant à réduire au maximum l'incidence de la lutte antiacridienne sur des écosystèmes fragiles. En collaboration avec les partenaires, les pays appuyés par la Banque mondiale ont commencé à collaborer avec la FAO et d'autres intervenants en vue de promouvoir des solutions de remplacement aux pesticides chimiques. La Banque mondiale compte sur le fait que des options viables seront définies et que les pesticides biologiques ainsi ciblés seront utilisés chaque fois que leur utilisation sera justifiée d'un point de vue écologique et économique.

Vu les implications financières, nous ne pouvons pas refuser de tenir compte des risques liés aux pesticides périmés. Il incombe aussi bien aux pays qu'aux bailleurs de fonds d'éviter l'accumulation de stocks périmés. En collaboration avec de nombreux partenaires, la Banque mondiale participe au Programme africain relatif aux stocks de pesticides (PASP), qui fournit gratuitement des fonds à l'appui de l'élimination des stocks périmés. Le Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin est disposé à contribuer à la gestion des stocks périmés. La Banque mondiale tient à garantir l'application des mesures de garantie les plus efficaces, afin d'éviter les risques pour les populations et l'environnement.

Dès le début, la Banque mondiale a insisté sur la nécessité d'établir un mécanisme de financement (« Fonds d'urgence antiacridien ») qui permettrait de débloquer sans délai les montants en espèces nécessaires en cas d'infestation. Le système d'appel de l'ONU n'a pas permis d'obtenir des résultats satisfaisants en 2002-2003, comme en témoigne la lenteur de la réaction des bailleurs de fonds. La Banque mondiale appuie sans réserve l'établissement d'un nouveau mécanisme de financement des urgences acridiennes et recommande la création d'un groupe de travail chargé d'étudier les différentes possibilités concernant un mécanisme de financement ou d'assurance. Ce groupe devrait être composé d'experts techniques spécialistes des acridiens, des opérations, des bailleurs de fonds, des organisations régionales, des finances et de l'assurance, ainsi que de représentants des pays qui gèreraient et utiliseraient ce fonds.

Selon la Banque mondiale, pour permettre aux pays et à la communauté internationale d'être mieux préparés aux infestations de criquet pèlerin, les éléments suivants doivent être considérés comme des priorités absolues:

1. Application des recommandations formulées dans le cadre de l'Évaluation multilatérale de la campagne 2003-2005.
2. Fonds d'urgence à l'appui de la lutte antiacridienne. Toutes les options relatives à ce fonds devraient être évaluées en fonction d'un ensemble de critères définis par les principaux intervenants (pays, bailleurs de fonds, FAO). Il conviendrait également d'étudier l'objet du Fonds, les éléments déterminant comment les pays pourraient avoir accès au Fonds et l'entité chargée du Fonds.
3. Banque de pesticides. Même si certains concepts ont déjà été définis, il convient d'étudier les différents possibilités concernant la création d'une « Banque de pesticides » virtuelle. L'étude devrait être effectuée dans un cadre incluant les principaux intervenants (industriels, pays, bailleurs de fonds et organismes techniques).

4. Biopesticides. Il convient d'examiner l'état des connaissances actuelles sur la question (en s'appuyant sur les résultats des expériences et tests déjà effectués) et d'élaborer des plans d'action concrets à l'échelle nationale et régionale, afin que l'utilisation rationnelle des biopesticides soit concrétisée.
5. Gestions des pesticides excédentaires/périmés. Une réunion sur la question a été des populations touchées après une invasion. Les bailleurs de fonds ou le nouveau « mécanisme de financement » seraient ainsi en mesure de réagir nettement plus rapidement pour rétablir les moyens d'existence des populations touchées.
6. Programme de recherche sur les acridiens. Les représentants des pays, les agences techniques, les centres internationaux de recherche et les scientifiques devraient se réunir pour définir un programme commun de recherche appliquée sur des thèmes appropriés pour améliorer la lutte antiacridienne.
7. Évaluation institutionnelle. L'évaluation institutionnelle est décrite ci-dessus de façon plus détaillée. Afin de garantir que les parties concernées aient la maîtrise de cette étude, il est proposé que des termes de référence soient disponibles pour être soumis au Comité de lutte contre le criquet pèlerin à sa session de septembre 2006 et que l'étude soit achevée pour la réunion ministérielle de la CLCPRO en mai 2007.
8. La Banque mondiale a bénéficié d'une collaboration exceptionnellement fructueuse avec les pays, la FAO et les bailleurs de fonds sur les problèmes acridiens. Nous estimons qu'il s'agit d'une pratique optimale. Nous espérons que tous les partenaires poursuivront cette collaboration probante et qu'à sa trente-huitième session, le Comité de lutte contre le criquet pèlerin formulera des recommandations spécifiques, pouvant être traduites en actions concrètes.